



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 495 – 9 juin 2023

❖ Régional

La Gambie, le Liberia et la Sierra Leone **s'engagent** à contribuer à la reconstitution du FAD

En marge des assemblées annuelles 2023 du Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD), 5 pays membres, dont la Gambie, le Liberia et la Sierra Leone ont signé un [accord](#) par lequel ils s'engagent à contribuer à hauteur de 1 M USD chacun au Fonds africain de développement (FAD) lors du prochain cycle de reconstitution en 2025. Près de la moitié des pays clients du FAD sont des États fragiles. Le fonds a pour objectif de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement économique et social en octroyant des financements concessionnels.

Société générale cède 4 filiales africaines à 2 groupes basés en Afrique de l'ouest

Le groupe bancaire français Société Générale a signé des [accords](#) avec (i) le groupe Coris, basé au Burkina Faso, pour lui céder ses filiales en Mauritanie et au Tchad, ainsi que (ii) le groupe Vista, dont le siège se trouve en Guinée, pour la cession de 2 autres filiales au Congo et en Guinée Équatoriale. Les 2 groupes panafricains reprendraient la totalité des activités opérées par Société Générale dans les 4 pays, ainsi que **l'intégralité des portefeuilles clients et l'ensemble des collaborateurs au sein de ces entités. Cette cession pourrait être effective d'ici fin 2023, après approbation des instances de**

LE CHIFFRE À RETENIR

360 000 ha

La surface de forêt perdue dans les zones protégées en Côte d'Ivoire liée à la culture du cacao entre 2000 et 2020

gouvernance des entités et validation des autorités financières et réglementaires compétentes. Coris et Vista, déjà présents dans le secteur bancaire en **Afrique de l'ouest** (respectivement dans 9 et 5 pays) affichent ainsi **leur ambition de s'étendre sur le continent.**

❖ Bénin

Les produits du coton représentent 66% des exportations au 1^{er} trimestre 2023

Selon le [bulletin des statistiques du commerce extérieur](#) portant sur le 1^{er} trimestre 2023, les exportations de marchandises du Bénin se sont établies à 176,8 Mds FCFA (269,6 M EUR), quasi-stables par rapport au 1^{er} trimestre 2022 (+0,1% en g.a), tandis que les importations ont augmenté de 7,5% en glissement annuel (g.a) pour se situer à 572 Mds FCFA (872 M EUR). Les exportations étaient dominées par les produits du coton (65,7%), alors que les importations étaient plus diversifiées, constituées en grande partie par le pétrole (17,4%), le riz (13,6%) et l'huile de palme (5,4%). Les principaux clients du Bénin au 1^{er}

trimestre 2023 sont le Bangladesh (42,1% du total des exportations), suivi du Togo (7%) et de l'Inde (6%). Au niveau des fournisseurs, ce sont principalement l'Inde (14,1% du total des importations), suivi de la Chine (13,3%) et de la France (8,1%).

🍷 Burkina Faso

Plus de 30 M EUR mobilisés par le Fonds de soutien patriotique en 5 mois

Au cours de la [2^{ème} session](#) du Conseil d'orientation du Fonds de soutien patriotique (FSP) qui s'est tenue 5 juin 2023, le Ministre de l'Économie, des finances et de la prospective a fait le point des contributions à l'effort de guerre pour le compte dudit fonds. Ainsi, à la date du 2 juin 2023, le montant des encaissements toutes sources confondues s'élève à 20,8 Mds FCFA (31,6 M EUR). Les contributions proviennent principalement des prélèvements sur les produits de la Brakina Sodibo (79%) et sur les produits importés (11%). Selon le Ministre des finances burkinabè, le FSP constitue une solution alternative pour soutenir la prise en charge des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP). Un plan de communication a également été présenté afin d'informer un **davantage de personnes** et d'assurer une meilleure transparence de la gestion.

Renouvellement de l'accord entre l'Etat et les opérateurs de la filière coton

Le [Conseil des ministres du 7 juin 2023](#) a approuvé le renouvellement du protocole d'accord entre l'Etat burkinabè et les opérateurs de la filière coton. Pour rappel, depuis 2004, l'Etat burkinabè a signé des protocoles d'accord successifs avec les sociétés cotonnières, l'Union nationale des sociétés coopératives des producteurs de coton du Burkina et l'Association interprofessionnelle du coton du Burkina. Ces protocoles définissent les obligations **réiproques de l'Etat et des acteurs de la filière**. Le dernier a été signé le 2 juillet 2014 et arrive à échéance à l'issue de la campagne 2022-2023.

Parmi les innovations du nouveau protocole, devraient figurer la réduction de la durée **d'exclusivité d'exploitation des zones** cotonnières de 10 à 5 campagnes cotonnières et la possibilité donnée à **l'Etat de modifier, à tout moment, les zones cotonnières concédées et d'ouvrir de nouvelles zones de production** cotonnière. Pour la campagne, 2022-2023, la production de coton est estimée à près de 480 000 t.

Dialogue de haut niveau sur le portefeuille de 762 M EUR de la BAfD

Un [dialogue de haut](#) niveau sur les priorités stratégiques de développement et la revue de la performance du portefeuille du groupe de la Banque africaine de développement (BAfD) au **Burkina Faso s'est tenu le 16 mai 2023**. Cette rencontre a permis d'examiner le document de stratégie de la BAfD 2022-2025, qui vise à contribuer au renforcement de la résilience des populations et à soutenir la transformation **structurelle de l'économie**. Pour atteindre cet objectif, les autorités burkinabè, en cohérence avec le **Plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PA-SD) 2023-2025**, ont identifié deux priorités : le développement des infrastructures routières et celui des chaînes de valeurs agricoles. Le portefeuille actif de la BAfD comprend 21 projets et programmes pour un montant total d'environ 500 Mds FCFA (762,2 M EUR). Les engagements du portefeuille public sont principalement orientés vers les secteurs du transport (49%), de l'énergie (30%) et de l'agriculture-environnement (17%).

🍷 Cap-Vert

L'encours de la dette publique baisse à 107,3% du PIB en avril 2023

Selon le rapport provisoire d'exécution budgétaire du Ministère chargé des Finances, la dette publique [a diminué](#) en avril 2023 pour s'établir à 107,3% du PIB (contre 107,5% le mois précédent et 118,7% en avril 2022). La dette publique intérieure représente 33,7% du PIB,

alors que la dette extérieure représente 73,6% du PIB en avril 2023.

Les dons internationaux ont augmenté 259% au 1^{er} trimestre 2023 en g.a

Les dons internationaux reçus par le Cap-Vert [ont atteint](#) une valeur de 495,1 M CVE (4,5 M EUR) au 1^{er} trimestre 2023, contre 138 M CVE (1,3 M EUR) à la même période l'an dernier. Cette forte hausse s'explique par l'augmentation des transferts de gouvernements étrangers, dont l'aide budgétaire du Luxembourg, mais aussi d'organisations internationales. A noter que ce montant inclut également les aides alimentaires et en nature reçues. Par ailleurs, les autorités avaient annoncé en octobre 2022 avoir encore besoin d'un soutien extérieur à hauteur de 40 M EUR, pour financer des mesures visant à atténuer la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, suite à la guerre en Ukraine.

🇨🇴 Côte d'Ivoire

Le tarif de l'électricité augmentera pour 11% des abonnés au 1^{er} juillet 2023

Le gouvernement a décidé d'un ajustement des tarifs d'électricité qui sera effectif à partir du 1^{er} juillet 2023. Cette [annonce](#) a été faite par le Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie le 8 juin dernier. L'ajustement ne concernera pas les abonnés aux tarifs modérés de 5A et 10A ; mais les abonnés de 15A et plus ainsi que les professionnels subiront une hausse de 10% tandis que pour les abonnés moyenne et haute tension elle sera de 15%. Ainsi, 89% des abonnés ne sont pas concernés par cette mesure dans une logique de protection des plus vulnérables. Cet ajustement intervient pour faire face au déséquilibre financier du secteur de l'électricité, exacerbé par les conséquences de la pandémie à COVID-19, puis de la guerre en Ukraine. Selon le Ministre, il permettra de réduire les pertes d'exploitation de 76 Mds FCFA (115,9 M EUR) en année pleine. Par ailleurs, le prix moyen de vente de l'électricité serait actuellement de 73 FCFA

(0,11 EUR) par kWh pour un coût de revient moyen de 89 FCFA (0,14 EUR) par kWh.

La perte d'au moins 360 000 ha de forêts protégées en 20 ans liée au cacao

Selon un [article](#) publié le 22 mai 2023 dans la revue académique Nature Food, la culture du cacao est directement liée à la perte de plus de 360 000 ha de forêt dans les zones protégées (y compris les forêts classées) en Côte d'Ivoire entre 2000 et 2020. Elle est ainsi directement ou indirectement responsable de près de 37,4% de la perte globale forestière dans les zones protégées. Ces chiffres étant, selon les auteurs, probablement sous-estimés car les rapports officiels eux-mêmes sous-estimeraient les superficies de cacao plantées. Ce phénomène s'explique principalement par la situation précaire des cultivateurs, due aux faibles rendements des plants et aux prix bas, ce qui les pousse à étendre leurs parcelles afin d'espérer un revenu plus élevé à court terme. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire aurait perdu plus de 90% de sa surface forestière depuis 1950 et le taux de déforestation aurait atteint un pic en 2018, augmentant de 26% par rapport à 2017, soit la 2^{ème} plus forte augmentation dans le monde après le Ghana.

Reprise des vols directs Abidjan – New York

Le 29 mai dernier a marqué la [reprise des vols directs](#) opérés entre Abidjan et New York, après deux années de suspension due à la pandémie à COVID-19. La compagnie nationale ivoirienne Air Côte d'Ivoire a signé un partenariat avec Ethiopian Airlines, en attendant d'agrandir sa flotte d'avions long-courriers. Avec l'aéroport international d'Abidjan dont le trafic croit chaque année et la compagnie Air Côte d'Ivoire fortement soutenue par le gouvernement, le pays souhaite s'imposer comme hub aérien au niveau sous régional voire au-delà.

🇬🇳 Guinée

Lancement des travaux de construction de 5 ponts à Conakry et Coyah

Le 1^{er} juin 2023, le Premier ministre [a présidé](#) le lancement officiel des travaux de construction de cinq ponts et 12 km de route à Conakry et Coyah. Ces infrastructures seront réalisées par l'entreprise **Ballast Nedam International Projects** pour une durée de 30 mois. Le coût du projet est d'**environ 60 M EUR**, financé principalement par le Royaume des Pays-Bas et l'**agence hollandaise Invest International**.

Le Gouvernement envisage la création d'une compagnie de transport aérien

Le Gouvernement guinéen entend créer une nouvelle compagnie aérienne qui conservera la dénomination Air Guinée et une société guinéenne de transport public, SOGUITRAP. **L'annonce a été faite le 1^{er} juin 2023, à l'issue du [Conseil des ministres](#).**

🇱🇮 Libéria

La banque centrale augmente son taux directeur de 250 pdb à 17,5%

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale du Libéria (CBL) [a décidé](#) de relever le taux directeur de 250 points de base (pdb) pour le porter à 17,5% afin de contenir les pressions inflationnistes. En outre, le ratio des réserves obligatoires a été maintenu à 25% pour le dollar libérien et à 10% pour le dollar américain. Passant en revue la conjoncture, le Conseil a relevé que le taux de croissance de l'économie libérienne s'est établi à 5,1% au 1^{er} trimestre 2023 en glissement annuel (g.a). Toutefois, sur l'ensemble de l'année, la croissance est projetée à 4,3%, contre 4,8% précédemment, en raison d'une moindre performance des secteurs de l'agriculture et des mines. En outre, l'inflation s'est modérée à 7,5% au 1^{er} trimestre 2023, contre 9,3% au 4^{ème} trimestre 2022.

🇲🇷 Mauritanie

Don de 19 M EUR de l'Allemagne pour le développement de la pêche artisanale

Le Ministère de la pêche et de l'Economie maritime mauritanien [a signé](#) avec la banque de développement allemande KfW une convention de financement de 19 M EUR sous forme de dons pour un projet de développement des chaînes de valeur et de création d'opportunités d'emplois dans le secteur de la pêche artisanale en Mauritanie. Ainsi, 12 M EUR de ce montant seront alloués au financement direct de projets de pêche artisanale et décaissés par l'intermédiaire de banques locales, tandis que 7 MEUR seront destinés à la formation des ressources humaines dans le secteur.

🇳🇮 Niger

4,5 M EUR de la Belgique en faveur du département de Torodi

Le 2 juin 2023, le Niger et la Belgique [ont signé](#) un accord portant sur un financement de 4,5 M EUR. Conclu dans le cadre de la convention liant les 2 pays relative au programme de coopération 2022-2027, cet accord **s'inscrit dans** la stratégie 3D (Défense-Diplomatie-Développement) de la Belgique, déployée à Torodi (région de Tillabéri). L'objectif est de renforcer les capacités des structures de l'Etat à Torodi, notamment à travers l'appui aux forces de sécurité et aux services étatiques déconcentrés.

Lancement du Forum sur l'engagement du secteur privé dans l'initiative Grande Muraille Verte

Le 05 juin 2023, le Président de la République du Niger [a procédé](#) à l'ouverture du Forum inaugural sur l'engagement du secteur privé dans l'initiative Grande Muraille Verte (GMV). Placé sous le thème "créer des marchés et restaurer les terres au Sahel pour les populations et la planète", ce forum a réuni durant 4 jours des

coopératives, groupements de producteurs, banques agricoles, investisseurs et jeunes entrepreneurs. Il avait pour objectif de **permettre aux participants de s'engager dans des réseaux d'affaires approfondis, d'examiner des projets prêts à être mis en œuvre, de présenter des solutions et des entreprises innovantes et de conclure diverses transactions commerciales.** Il visait également la promotion des espèces et produits naturels de la GMV à valeur économique et leurs chaînes de valeurs ou encore **l'identification et la structuration des Start-up sur les produits et services de la GMV.**

🇸🇳 Sénégal

S&P maintient la note du pays à "B+"

A l'issue de sa revue, l'agence de notation S&P a [maintenu](#) la notation en devises "B+" avec perspective stable attribuée au Sénégal. S&P est optimiste quant à la trajectoire économique du pays, prévoyant une croissance moyenne de 9% sur la période 2023-2024. Cette croissance serait **portée par la production d'hydrocarbures qui devrait démarrer au 4^{ème} trimestre de 2023 sur les champs de Sangomar et Grande Tortue Ahmeyim, ainsi que les grands projets d'infrastructures comme le port de Ndayane.** En outre, **l'accord avec le FMI pour un nouveau programme d'environ 2 Mds USD obtenu en mai dernier, devrait aider à réduire les déséquilibres externes et budgétaires.** En effet, les importants déficits jumeaux de ces dernières années, exacerbés par les mesures visant à amortir l'impact de la pandémie et de la guerre en Ukraine, ont entraîné une augmentation de la dette publique à environ 68% du PIB en 2022, limitant la capacité du pays à absorber les chocs.

Impact économique important des récentes manifestations

Les manifestations qui ont eu lieu au Sénégal à la suite du jugement de l'opposant politique Ousmane Sonko ont eu un impact important sur l'économie du pays. Pour les transports publics, le TER qui transporte en moyenne 75 000

personnes par jour dans Dakar et sa région [a été](#) à l'arrêt pendant trois jours et la gare de Rufisque a subi des dégâts. Le montant total du préjudice est ainsi évalué à 240 M FCFA (366 000 EUR). Concernant [le réseau de bus Dakar Dem Dikk](#), les pertes sont estimées entre 40 et 50 M FCFA (entre 60 000 et 80 000 EUR) par jour d'arrêt d'exploitation, sans compter les destructions (100 bus brûlés). Par ailleurs, la décision du gouvernement de [suspendre la connexion internet par données mobiles](#) aura également **d'importants impacts sur l'économie** estimé à 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) par jour, notamment pour le secteur informel et petits commerçants et entrepreneurs qui dépendent des services de transferts d'argent (y compris mobile).

Woodside Energy annonce la commercialisation du 1^{er} baril de Sangomar

L'entreprise australienne Woodside Energy [a annoncé](#) le lancement de la commercialisation du pétrole brut sénégalais en provenance du champ Sangomar, dont la production devrait démarrer fin 2023. La première phase de ce projet verra une production d'environ 100 000 barils par jour, et pourrait intéresser particulièrement les raffineurs d'Europe, surtout **qu'elle intervient au moment où les pays européens cherchent de nouvelles sources d'approvisionnement pour remplacer le pétrole russe et faire face à la baisse de production décidée par l'OPEP+ jusqu'en 2024.**

🇸🇳 Sierra Leone

Le FMI octroie 20,7 M USD au terme des 6^{ème} et 7^{ème} revues FEC

Le 5 juin 2023, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a [achevé](#) les 6^e et 7^e revues du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et **mis en œuvre** par la Sierra Leone, permettant ainsi de décaisser 15,6 M DTS (20,7 M USD) en faveur du pays. Le FMI a également approuvé la demande de rééchelonnement et de prolongation de l'accord

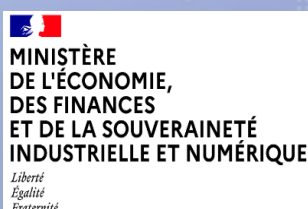
jusqu'en novembre 2023. Selon le FMI, la Sierra Leone continue de faire face à des défis économiques importants, amplifiés par de multiples chocs, notamment la guerre en Ukraine et les dérapages politiques. L'inflation a continué d'augmenter, la monnaie s'est fortement dépréciée et les risques liés à la dette ont augmenté. Ainsi, la croissance devrait ralentir à 2,7% en 2023 (contre 3,6 % en 2022), avant de remonter à 4,7% en 2024. L'inflation, estimée à 27,2% en moyenne en 2022, devrait progressivement baisser à un chiffre à moyen terme dans le cadre de l'orientation restrictive de la politique monétaire.

Togo

Lancement d'un programme de renforcement des capacités en gestion des finances publiques

L'Union Européenne va contribuer à hauteur de 1,8 Md FCFA (3 M EUR) à un programme de renforcement des capacités du Ministère de l'Economie et des Finances du Togo **d'une durée 3 ans et qui sera mis en œuvre** par le FMI. Le programme vise à renforcer les pratiques dans les domaines du budget-programme, de la gestion des finances publiques vertes, de la gestion des investissements publics et de la gestion des risques budgétaires. Il **s'inscrit dans la continuité** de deux programmes précédents (2012-2016, puis 2017-2022) ayant permis d'assister les autorités dans la mise en œuvre de réformes telles que l'introduction de la budgétisation sensible au genre et le budget-programme. Une mission du FMI s'est rendue au Togo du 5 au 8 juin pour le lancement du programme.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique **régional d'Abidjan**
Rédacteurs : Service économique **régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry et Nouakchott**
Pour s'abonner : abidjan@dgtresor.gouv.fr